

Election européenne du 26 mai 2019 en France

Analyses des réponses

Europe 2019 : « l'Initiative TDIE »

**Analyses et résumés des réponses au
questionnaire TDIE des listes candidates**

Le Livre vert et le questionnaire ont été envoyés aux listes candidates suivantes : Alliance jaune, Debout la France, Envie d'Europe (PS-Place publique-Nouvelle donne), Europe-Ecologie-Les Verts, Evolution citoyenne, France insoumise, Gilets jaunes et Patriotes, Lutte ouvrière, Parti communiste français, Printemps européen – Génération.s, Rassemblement national, Renaissance, Les Républicains, Union des démocrates indépendants, Union populaire républicaine, Urgence écologie.

TDIE a reçu 10 réponses des listes : Debout la France, Envie d'Europe (PS-Place publique-Nouvelle donne), Europe-Ecologie-Les Verts, France insoumise, Lutte ouvrière, Parti communiste français, Printemps européen – Génération.s, Rassemblement national, Renaissance, Les Républicains.

Le document suivant propose des résumés des réponses des listes candidates aux élections européennes ayant répondues au questionnaire TDIE. Le conseil scientifique a identifié les points saillants des réponses, et en livre une analyse qui ne saurait être exhaustive. Les réponses complètes des candidats sont publiques et sont disponibles sur le site internet de TDIE. Seuls les éléments contenus dans ces réponses complètes sont attribuables aux candidats. TDIE remercie vivement et chaleureusement les candidats et leurs équipes qui ont contribué à cet exercice programmatique important pour la transparence et la projection des politiques de mobilité.

Table des matières

Analyse de la réponse de Debout la France	3
Analyse de la réponse de Envie d'Europe (PS-Place publique-Nouvelle Donne).....	5
Analyse de la réponse de Europe-Ecologie-Les Verts	7
Analyse de la réponse de la France insoumise.....	10
Analyse de la réponse de Printemps européen – Génération.s.....	12
Analyse de la réponse de Lutte ouvrière.....	14
Analyse de la réponse de Les Républicains	16
Analyse de la réponse du Parti communiste français	18
Analyse de la réponse du Rassemblement national	21
Analyse de la réponse de Renaissance.....	24

Analyse de la réponse de Debout la France

La liste Debout la France a fourni une réponse à chaque question. Cependant, ses réponses sont succinctes et manquent de propositions concrètes. La répartition des compétences n'est pas respectée, alors que la liste propose une sortie des traités et une refonte du fonctionnement de l'Union européenne.

La réponse de la liste Debout la France est structurée par deux idées. L'Europe doit être celle « des Nations et des projets », avec un fort prisme sur les enjeux sociaux et d'innovation.

Pour une Europe « des Nations et des projets »

Pour la suppression de la Commission et une Europe des coopérations

La liste Debout la France souhaite la suppression de la Commission européenne. Elle souhaite un « secrétariat permanent » sans ligne politique ni initiative législative, qui régulerait des coopérations entre Etats. Dans l'état actuel des choses, la liste Debout la France estime que le principe de « subsidiarité doit prévaloir », comme la « réduction de l'inflation des normes ».

Sur la question du Brexit, la liste Debout la France souhaite un partenariat franco-britannique fort dans le maritime et l'aérien, alors que l'exclusion de certains ports français du RTE-T est jugée inacceptable.

Pour la coopération en matière d'innovation

La liste Debout la France est très favorable à l'innovation. Elle souhaite un développement européen de la voiture autonome, du train autonome, assure la prolongation du programme Shift2Rail, mais concentré sur les pays intéressés.

Sur la question des données, elle souhaite la « préservation des prérogatives des opérateurs et des collectivités », mais veut garantir l'« accès libre à l'open data ».

Enfin, elle souhaite monter les dépenses en R&D à 3% du PIB, avec une concentration sur des secteurs stratégiques.

Une priorité donnée aux enjeux sociaux

Pour la convergence sociale pour lutter contre la concurrence déloyale

La question de la concurrence loyale au sein du marché intérieur occupe une bonne place dans les réponses de la liste Debout la France. Elle souhaite une « convergence vers le haut des salaires et des droits sociaux » dans le domaine routier.

Elle ne souhaite pas de SMIC européen, mais une convergence régulière vers le haut des salaires nationaux et l'instauration d'une taxe routière aux frontières le cas échéant. Pour le détachement, les règles de l'Etat proposant les meilleures normes sociales doivent s'appliquer.

Une position défavorable à la concurrence

La liste Debout la France se prononce contre l'ouverture à la concurrence du ferroviaire, aux « résultats assez aléatoires ». Celle-ci ne « garantit aucunement les intérêts des consommateurs », notamment parce qu'elle se traduirait par une augmentation des prix.

De même, les règles de la concurrence européenne « empêchent et nuisent à la formation de grands champions industriels ». La liste Debout la France se prononce en faveur de regroupements dans l'industrie ferroviaire, pour concurrencer les acteurs américains.

Désenclavement

La liste Debout la France souhaite que la politique d'investissement en infrastructures soit tournée prioritairement vers les régions à désenclaver.

Pour cette raison, elle se prononce contre les grands projets, notamment la liaison ferroviaire Lyon-Turin.

La liste Debout la France souhaite également simplifier les outils de financement, en créant un seul mécanisme réunissant tous les acteurs.

Une politique environnementale à géométrie variable

Des efforts circonstanciés en faveur de l'environnement

Les enjeux environnementaux reviennent régulièrement dans les réponses de la liste Debout la France. Elle propose par exemple un « plan de sortie de la dépendance au pétrole en 10 ans ». Cette action environnementale prend essentiellement la forme d'innovations et de modernisation, avec le « remplacement des camions anciens » et le développement des « batteries à hydrogène »

Pourtant, la liste appelle à une action accrue des pays utilisant des centrales à charbons. La France apparaissant vertueuse en Europe, son action peut être moins importante que d'autres pays.

Ainsi, la liste Debout la France se prononce contre l'Eurovignette européenne, mais pour une Eurovignette nationale pour « financer la politique environnementale ».

Electrification massive des transports

L'action environnementale de la liste Debout la France est essentiellement tournée vers l'électrification des systèmes de transport, par le développement d'une filière européenne de la batterie permise par une « politique de financement et de protectionnisme européenne ».

Report modal

La deuxième action environnementale de la liste Debout la France porte sur des investissements dans le ferroutage, qui reviennent à trois reprises, par une politique d'offre en infrastructures.

Elle souhaite l'élaboration d'une stratégie logistique routière, à l'échelle de l'Union, mais ne souhaite aucune intervention dans la logistique urbaine.

Analyse de la réponse de Envie d'Europe (PS-Place publique-Nouvelle Donne)

La réponse de la liste Envie d'Europe sont courtes et souffrent d'un manque de propositions concrètes et précises. La liste privilégie la définition de grandes orientations. Il faut cependant souligner qu'une réponse a été proposée à toutes les questions sans exception.

Il est notable qu'aucune référence n'ai été faite aux travaux législatifs menés par les eurodéputés socialistes de la précédente mandature, malgré leur nombre important et leur rôle central dans plusieurs dossiers majeurs.

Les réponses de la liste Envie d'Europe sont structurées autour de deux idées fortes : accompagner des changements profonds pour protéger l'environnement, et approfondir plusieurs politiques communautaires sectorielles.

Changer les comportements et soutenir les innovations afin de protéger l'environnement

Favoriser directement le transport public...

La liste Envie d'Europe souhaite un important changement de modèle économique afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle souhaite d'un côté « rationaliser les déplacements » de voyageurs et « transporter moins de marchandises ». Elle souhaite dans le même temps favoriser les modes de déplacements les « moins émetteurs » et encourager le développement de carburants neutres.

La liste Envie d'Europe insiste à de nombreuses reprises sur la nécessité de développer la mobilité servicielle au service des usagers. Elle souhaite par exemple une action européenne sur la « billetterie intégrée multimodale », afin de faciliter les expérimentations. La liste Envie d'Europe critique également le marché intérieur des transports en ce qu'il ne préserve pas suffisamment les services publics de transport. Ainsi les marchés publics devraient « inclure des critères autres que le prix ».

... tout en assurant une juste concurrence modale par l'internalisation des externalités négatives du transport

Les réponses de la liste Envie d'Europe reviennent à de nombreuses reprises sur la nécessité d'internaliser les coûts du transport pour favoriser une « concurrence équitable » entre les modes. La liste se prononce notamment en faveur de la révision de la directive Eurovignette. Cette augmentation des coûts des modes les moins vertueux, notamment du mode routier qui « doit contribuer à hauteur de ce qu'il coûte » doit permettre de financer des alternatives.

Pour des objectifs contraignants et ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre

La liste Envie d'Europe est favorable à la neutralité carbone d'ici 2050 et souhaite un renforcement des objectifs de réduction des émissions. Elle est favorable à la neutralité technologique en se contentant de fixer des objectifs sans apporter de soutien particulier aux industries. Elle ne souhaite pas soutenir l'industrie automobile dans sa conversion mais préfère accompagner les travailleurs de ce secteur dans leur requalification.

La liste insiste fortement sur le principe de subsidiarité pour permettre les décisions locales en matière de lutte contre le changement climatique. Elle souhaite cependant un « cadre plus harmonisé des zones à faibles émissions » et le développement de la « norme euro 7 ».

Elle se dresse face aux nouvelles routes de la soie chinoises.

Pour un approfondissement des politiques communautaires

Accélérer la convergence sociale au service des conditions de travail

Pour la liste Envie d'Europe, le volet social du Paquet mobilité ne va pas assez loin, sur tous les accords. Elle souhaite l'accélération de la convergence sociale plutôt que la lutte sectorielle contre les *dumpings*, en se prononçant en faveur d'un « SMIC européen » et d'une « harmonisation par le haut des conditions de travail et de rémunération ». Elle est favorable à une agence routière européenne, la route serait le seul mode sans agence dédiée.

Une politique volontariste en infrastructures

La liste se prononce en faveur d'une conservation de la logique de corridor du RTE-T et continue de soutenir le canal Seine-Nord-Europe et la liaison ferroviaire Lyon-Turin. Cependant les RTE-T doivent également permettre de « décentraliser les transports » et de « diversifier les modes ».

Sur la question de l'entretien des infrastructures, la liste Envie d'Europe ne souhaite pas d'intervention financière de l'Union mais la définition d'un « cadre commun de maintenance ».

Elle souhaite la concentration des fonds sur les « projets à forte valeur ajoutée européenne ». Cependant, elle souhaite conserver la pluralité des instruments de financement, chacun répondant à un objectif précis.

Pour une politique industrielle et des regroupements

La liste souhaite favoriser et soutenir les « champions industriels » dans le domaine des transports. Elle propose pour cela de « remettre en cause » le cadre actuel de la concurrence.

Elle souhaite l'émergence d'une industrie de la batterie et de l'hydrogène vert. Le déploiement des bornes de recharge doit être prévue dans une révision de la directive sur les carburants alternatifs.

Pour une politique de l'innovation

La liste Envie d'Europe est favorable à la mise en place d'un « Conseil européen de l'innovation ». Elle renouvelle son soutien au programme Shift2Rail.

La liste souhaite le développement du véhicule et du train autonomes. Pour ce premier, elle souhaite la révision de la Convention de Vienne afin d'encourager les expérimentations sans chauffeur.

Sur l'usage de la data, la liste Envie d'Europe souhaite une régulation protectrice, qui n'empêche cependant pas qu'elles soient « accessibles et utilisables à des fins d'intérêt général ».

Analyse de la réponse de Europe-Ecologie-Les Verts

Les réponses d'Europe-Ecologie-Les Verts sont construites autour de l'action des eurodéputés écologistes sortants, et notamment de Karima Delli, actuelle présidente de la commission TRAN. Elles bénéficient d'un bon niveau technique et de nombreuses propositions très précises sont répétées au fil des questions. La distinction est faite entre ce qui relève des compétences de l'Union européenne et du Parlement européen, et ce qui relève des échelons locaux ou nationaux. Les textes législatifs sont cités avec précision.

Les propositions sont orientées par plusieurs grands principes : favoriser le mode ferroviaire et limiter le développement des modes routiers et aériens ; utiliser la fiscalité et les subventions comme principaux leviers d'actions pour encourager la transition et en limiter les impacts ; mettre en place des mesures de protectionnisme au niveau européen.

Un choix modal assumé en faveur du ferroviaire

Pour un « plan ferroviaire européen »

La liste EELV propose un « Plan ferroviaire européen ». Il contient notamment :

- La redirection des investissements vers les lignes transfrontalières ;
- Le développement de connexions ferroviaires régionales ;
- La réinstauration des trains de nuit ;
- La création d'un « service européen des réseaux » ;
- La garantie de l'accès aux lignes ferroviaires de proximité pour les européens (la garantie d'accès pour les personnes à mobilité réduite est également mentionnée).

EELV se prononce en faveur de la création d'un rail unique européen pour les grandes lignes, et de la simplification des procédures via le dispositif ERTMS notamment. L'investissement dans les autoroutes ferroviaires doit être renforcé, et le soutien au programme européen Shift2Rail doit être renouvelé. La suspension de voies ferrées existantes ne doit être possible qu'après des études socio-économiques démontrant leur non-viabilité.

Le vélo fait partie des modes qui doivent être promus. Les propositions incluent donc des aides à la construction de voies cyclables et l'encouragement de l'intermodalité vélo-ferroviaire. De manière générale, les aides aux investissements doivent être conditionnées à des mesures en faveur de l'intermodalité. Ces propositions visent à encourager un changement comportemental sur les pratiques de mobilité, plutôt qu'une mutation technologique des systèmes de mobilité actuels.

« Etablir le coût réel des transports »

La liste EELV entend « établir le coût réel des transports » et « appliquer enfin le principe pollueur-payeur », en faveur des modes les plus vertueux pour l'environnement. Cela passe notamment par la taxation des modes jugés polluants et la modification des subventions qui leur sont consacrées, par une harmonisation des politiques fiscales. Les recettes des nouvelles taxes instaurées pourraient servir à financer le déploiement d'infrastructures pour l'électro-mobilité et les mobilités propres en général, la mobilité du quotidien, la sécurisation des infrastructures existantes, et la relance du fret ferroviaire.

EELV se prononce en faveur du renforcement des actions pour réaliser le transfert modal appelé par le Livre blanc actuel. C'est la qualité des services et la compétitivité économique du ferroviaire qui permettra le report modal, plus que de nouvelles infrastructures. Sur l'enjeu du Livre blanc, la liste EELV se prononce en faveur d'un nouveau document à moyen terme et prône la réalisation active de l'actuel à court terme.

Pour le mode routier, la liste EELV est en faveur de l'instauration d'une redevance kilométrique pour les poids lourds, qui prendrait en compte les externalités (pollution, bruit), ou, à défaut, d'une écovignette. Elle propose aussi l'interdiction des publicités promouvant les véhicules à motorisation carbonée et l'interdiction des ventes de bus, cars, camions et des véhicules professionnels en général à moteur thermique à partir de 2024. EELV souhaite encourager une évolution des pratiques par la réglementation et la fiscalité.

Dans le secteur aérien, ils se positionnent en faveur de la taxation du kérosène des avions ou le décollage et/ou l'atterrissage et souhaitent aller vers l'électrification des trajets au sol, l'hybridation des moteurs et l'utilisation des agro-carburants, l'allègement des matériaux, et l'optimisation des routes aériennes.

Pour le maritime, la liste EELV propose la taxation du fuel lourd des paquebots et de rendre obligatoire l'usage de combustible désoufré pour les navires dans les eaux territoriales européennes.

Contre les « grands projets »

La liste EELV se positionne contre les grands projets, y compris ferroviaires. Les projets du canal Seine-Nord-Europe et du tunnel ferroviaire Lyon-Turin doivent être abandonnés, et les grands projets doivent être évalués par une analyse des conséquences socio-économiques et environnementales. En outre, les aides doivent être indexées sur les marchandises effectivement transportées par le rail et les voies d'eau.

Le MIE devrait se concentrer sur l'entretien des voies existantes et sur le développement des voies ferroviaires secondaires, plutôt que sur la construction de nouvelles infrastructures. Les RTE-T actuels sont jugés insuffisants car pas assez fins et multimodaux, ils ne permettent pas le désenclavement des régions périphériques et n'aménagent pas le territoire européen.

Sur l'éventualité d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit), la liste EELV est en faveur d'un soutien de Bruxelles aux ports français de la façade Manche et mer du Nord, ainsi que d'un maintien du Royaume Uni dans le Ciel unique européen pour éviter la possibilité de dumping aérien. Ils proposent un accord bilatéral UE-RU qui serait signé dans les 5 mois après le Brexit.

Articulation du développement économique et social et de la transition écologique

Pour un « Traité environnemental européen »

La liste EELV propose un « traité environnemental européen qui aura force de loi » pour harmoniser les contraintes techniques et environnementales ainsi que les normes sociales et fiscales. Elle est aussi en faveur de la reconnaissance transfrontalière des droits d'accès aux tarifications sociales, et évoque l'instauration d'un SMIC européen. Sont également proposés un « fonds social pour la transition écologique », une « assurance transition » et une « sécurité socio-environnementale » qui seraient financés par les taxes sur les modes de transport jugés polluant et par une taxe sur les GAFAM.

Contre le Paquet mobilité

La liste EELV maintient la position de ses élus contre le paquet mobilité. S'ils soulignent des avancées dans le texte (cabotage limité dans le temps, interdiction du repos régulier en cabine pour les chauffeurs), c'est le régime spécial du transport routier de marchandises « qui remet en question l'appartenance du chauffeur routier à notre société » qui justifie leur position. Il est d'ailleurs noté que la pratique des paquets doit être « limitée et non-exclusive ».

Une agence routière européenne pourrait garantir les conditions de travail des chauffeurs routiers et le respect des règles de concurrence intra-européenne, et soutenir la lutte contre l'insécurité routière.

Pour un « protectionnisme vert » et deux grands acteurs publics « du ferroviaire » et des « mobilités durables »

La liste EELV est pour une relocalisation de la production, accompagnée d'un « protectionnisme vert ». Cela passe notamment par l'instauration d'une taxe carbone sur les produits importés en Europe en fonction de leur « degré de dumping social et environnemental ».

Sur le plan industriel, EELV se dit favorable à la création d'un « grand acteur public européen des mobilités durables », « à l'instar d'Airbus ». Cet acteur doit assurer un « service public européen de la mobilité ».

La liste EELV est favorable aux regroupements publics pour assurer l'indépendance industrielle et la localisation des emplois. La liste est favorable à un « grand acteur public du ferroviaire » incluant tous les acteurs européens. La fusion d'Alstom et de Siemens a été un échec car elle n'intégrait que les acteurs français et allemand.

« Grand acteur public de la gouvernance des données »

La liste EELV propose d'obliger l'ensemble des autorités organisatrices de mobilité à mettre à disposition leurs données selon une logique d'*open data*, et que les données collectées soient gérées par un « grand acteur public de la gouvernance des données ».

Analyse de la réponse de la France insoumise

La réponse de la France insoumise au questionnaire TDIE est parcellaire. Des réponses sont formulées parfois pour chaque question, parfois pour des questions regroupées. Certaines questions sont esquivées. Une part conséquente des réponses est consacrée aux constats, chiffrés et appuyés, parfois au détriment des propositions. La répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres n'est pas prise en compte.

La liste de la France insoumise dresse un bilan très négatif de la politique des transports menée en France ces dernières années, qu'elle impute en partie aux politiques générales de l'Union européenne et à la politique commune des transports. Les réponses au questionnaire s'inscrivent toutes dans la priorité accordée aux enjeux environnementaux et, dans une moindre mesure, sociaux. Même si les propositions précises sont relativement peu nombreuses, elles relèvent généralement d'une volonté de planification. Elles sont exclusivement centrées sur la politique et le territoire français.

Une priorité accordée aux enjeux environnementaux

Une stratégie pour la réduction des émissions : la lutte contre le « grand déménagement du monde »

La liste de la France insoumise veut réduire les émissions de gaz à effet de serre « à la source » en relocalisant la production, et, de manière générale, en réduisant les mobilités. Elle souhaite réduire le nombre total de véhicules. Elle préconise donc « de planifier l'organisation des transports dans la perspective d'un nouvel aménagement », mais aussi de réorganiser la consommation et de « lutter contre le gaspillage économique ».

A l'échelle urbaine, elle souhaite « limiter les migrations pendulaires » et arrêter la construction de centres commerciaux en périphéries des centres-villes. Elle propose un moratoire sur l'artificialisation des sols.

Des normes environnementales strictes

Pour la France insoumise, les objectifs actuels de réduction des émissions sont insuffisants et devraient être réduits « d'au moins 50% » entre 2019 et 2050. Pour cela, « la responsabilité n'est pas individuelle ». La liste propose donc d'établir des « normes contraignantes » pour les industriels, et de pénaliser ceux qui fraudent.

La liste de la France insoumise comprend une « règle verte » qui prévoit de « ne pas prélever plus à l'écosystème qu'il ne peut supporter ».

Equilibrer le coût des modes et développer les transports en commun

La liste de la France insoumise se positionne contre la route et pour le rail. Elle souhaite « en finir avec l'avantage concurrentiel » de la route par rapport aux autres modes. Pour cela, elle propose de « mettre un terme aux exonérations fiscales [...] qui avantagent le transport routier » (elle cite plus particulièrement le transport routier de marchandises). Elle propose également la mise en place d'une taxe kilométrique « au titre du principe pollueur payeur », et qui intègre le bruit autant que la pollution de l'air.

Elle souhaite également interdire le remplacement des liaisons ferroviaires existantes par des liaisons routières, et cite la possibilité de remplacer le fret routier par des livraisons à vélo « pour des activités très légères »

La liste évoque des « transports écologiques et populaires », « accessibles tant en fréquence qu'en dessertes et en coûts, et les moins polluants au kilomètre par personne transportée ». Les transports sont présentés comme un « bien public ».

Contre les politiques de libéralisation et de concurrence, avec une volonté de planification

Pour une réforme de la politique globale de l'Union européenne

La liste de la France insoumise souhaite remettre en cause « l'orientation claire de l'Union européenne vers la privatisation, la libéralisation et la mise en concurrence des transports » et « l'objectif fondamental de l'Union, la concurrence libre et non faussée ». Elle souhaite une sortie des « traités européens », la fin des accords de libre-échange, la fin du marché unique et de « la déréglementation ».

Pour un renforcement de la dimension sociale des transports

La dimension sociale passe notamment par les questions fiscales : « L'acceptabilité passe nécessairement par la justice fiscale ». La liste de la France insoumise se prononce ainsi contre la directive Eurovignette qui limite les mobilités des plus pauvres.

La liste souhaite également une évolution des RTE-T, au détriment des corridors et en faveur du désenclavement des territoires. Elle se déclare opposée aux « grands projets inutiles », c'est-à-dire à la liaison ferroviaire Lyon-Turin et au canal Seine-Nord-Europe.

Une logique planificatrice de long terme

La liste de la France insoumise se prononce pour de forts investissements publics « fléchés vers les modes les moins polluants », notamment par un soutien direct au report modal. Elle se positionne pour « une planification écologique en matière de transport ».

La liste est favorable à une politique industrielle, mais « d'abord nationale ». Elle se déclare contre « la conversion du parc automobile au tout électrique » et contre le développement du véhicule autonome.

Analyse de la réponse de Printemps européen – Génération.s

La liste Génération.s propose une réponse par grande thématique du questionnaire, soit 10 réponses. Elles contiennent de nombreuses mesures précises, et de nombreuses références aux textes et mesures adoptées par la précédente législature. La liste Génération.s s'affranchit cependant d'exposer sa méthode et ne tient pas compte de la répartition des compétences

Deux lignes politiques traversent le questionnaire. Dans un premier temps l'urgence climatique doit être au cœur de la réforme de toutes les politiques européennes. Si une révision des traités est souhaitée, l'action doit commencer immédiatement dans le cadre des traités actuels. Dans un second temps, l'acceptabilité des mesures, la convergence sociale et l'équité territoriale doivent aller de pair. La transition écologique doit également être une transition sociale.

Une action forte en faveur de la protection de l'environnement

La liste Génération.s met l'enjeu climatique au cœur de toute son action. Elle avance une ambition très forte sur la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre : -65% d'ici 2030, dont 45% d'énergies renouvelables, une baisse de 40% de la consommation d'énergie totale et la neutralité carbone en 2050.

Un Green New Deal de 500 Mrd€ pour investir dans les réseaux et accompagner la transition écologique

Un *Green New Deal* doit permettre des investissements massifs dans les transports du quotidien ayant le meilleur bilan environnemental et transportant le plus de personnes en volume, les mobilités actives, et dans l'entretien et la modernisation des réseaux. Ces investissements doivent sortir des critères budgétaires de Maastricht (3% de déficit public annuel et 60% de dette).

Une politique industrielle européenne doit être mise en place uniquement dans les transports en commun, les véhicules propres et les équipements favorisant l'environnement et la santé publique. Les industries polluantes doivent être accompagnée dans leur transition, notamment pour rendre celle-ci socialement acceptable (emploi, localisation). L'encouragement et l'accompagnement sont au cœur de la politique industrielle proposée.

Un mix de politiques publiques contraignantes et incitatives pour changer les comportements

Des politiques publiques contraignantes doivent être mises en place comme le renforcement des contrôles des constructeurs automobiles, l'interdiction des moteurs diesel à l'échelle européenne, la mise en place d'une taxe carbone aux frontières, et d'une Eurovignette puissante pour appliquer le principe du pollueur-payeur.

Des mesures incitatives doivent permettre les changements de comportements dans les mobilités, comme un soutien au report modal, le déploiement d'infrastructures de recharge publiques, etc.

Pour une Europe sociale

Pour la liste Génération.s, les inégalités sociales et territoriales sont la cause de la montée des populismes et des nationalismes, et donc de l'euroscpticisme. Pour assurer son avenir, l'Union européenne doit faire la preuve de son utilité en renforçant son volet social.

Pour un contrôle accru de la réglementation actuelle et un renforcement de celle à venir

La liste Génération.s dresse une opposition entre l'« Europe protectrice des citoyens » et celle protectrice « de la liberté et de la loyauté de la concurrence ».

Elle se prononce en faveur du « fragile » compromis trouvé sur le Paquet mobilité. Mais elle souhaite en contrepartie un renforcement des contrôles contre le dumping social. Pour cela, elle propose une Agence européenne des transports routiers chargée d'effectuer ces contrôles, un SMIC européen et une convention collective pour diminuer les effets des abus. Sur ce sujet, il faudra veiller à ce que le Brexit ne conduise pas à la mise en place d'un « dumping organisé ».

Enfin, la liste Génération.s soutient une fiscalité européenne harmonisée, permettant une taxe carbone européenne et l'Eurovignette pour équilibrer le coût des modes et lisser les distorsions de concurrence. La liste se prononce également en faveur d'un SMIC de haut niveau, d'un revenu universel européen, d'une « taxe robot » et d'une harmonisation des systèmes de sécurité sociale.

Elle mentionne également la sûreté ferroviaire, non pas des infrastructures mais des usagers, notamment contre les menaces d'attentats. Celle-ci doit passer par un renforcement du réseau européen des polices ferroviaires.

La qualité de l'air doit être assurée par l'adoption des seuils les plus sévères possibles, que ce soit ceux de l'Union ou de l'OMS.

Pour un aménagement du territoire plus proche des citoyens

L'équité territoriale est transverse aux réponses et est un élément de la dimension sociale que doit adopter l'Europe. Les RTE-T sont jugés inadaptés et doivent être plus proches des habitants, notamment par l'ajout de réseaux urbains et secondaires. La liste Génération.s se positionne contre les grands projets du RTE-T, dont le Canal Seine-Nord-Europe et la liaison ferroviaire Lyon-Turin car ils ne correspondraient pas aux critères environnementaux et sociaux proposés.

Le MIE doit être élargi au désengorgement des nœuds ferroviaires, et accélérer la suppression des « frontières ferroviaires » par le développement de l'interopérabilité et le déploiement du ERTMS 2.

La liste Génération.s propose une TVA à 0% sur le transport public, ainsi qu'un encouragement à la recherche pluridisciplinaire, en France comme en Europe avec Shift2Rail.

Enfin, la liste propose un encadrement de l'économie numérique, qui doit respecter les règles sociales et environnementales de l'économie traditionnelle. Elle souhaite protéger les données des usagers et leur utilisation par les « petits acteurs » face aux GAFAM. Elle souhaite établir une séparation juridique claire entre l'économie collaborative et les plateformes d'intermédiation. La liste Génération.s s'annonce prudente sur le véhicule autonome, qui ne doit pas être encouragé tant que son utilité sociale et environnementale n'est pas avérée.

Analyse de la réponse de Lutte ouvrière

La liste Lutte ouvrière a répondu au questionnaire TDIE sous la forme d'un long courrier reprenant un certain nombre de thèmes abordés. Le diagnostic établi porte davantage sur les problématiques nationales qu'européennes. Les réponses de la liste Lutte ouvrière ne tiennent pas compte des traités, du droit européen et des principes communautaires (primauté juridique, subsidiarité, etc.). Elle s'affranchit de la répartition des compétences, pour proposer quelques mesures en fin de réponse sans développer la méthode.

La liste Lutte ouvrière tient une position intrinsèquement révolutionnaire, opposant « capitalistes » et « ouvriers », et mettant en avant la priorité absolue accordée aux enjeux environnementaux et sociaux.

Une priorité donnée aux enjeux sociaux et environnementaux

La concurrence est une menace pour le fret et le transport ferroviaire de voyageurs

L'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire est jugée responsable de la baisse de part modale du rail dans le transport de marchandises, entraînant un report sur la route et des conséquences néfastes pour les territoires et la santé des habitants.

Pour la liste Lutte ouvrière, l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs entrainera une hausse des tarifs et/ou une accélération de la fermeture des lignes jugées non-rentables. Elle entrainera également une dégradation des conditions de travail par la diminution des effectifs.

Un manque d'investissement en infrastructures et une répartition inégale du coût des transports

La principale menace sur le transport de voyageurs réside dans l'état de dégradation des infrastructures, conséquence d'un sous-investissement public. Les conséquences sont une baisse de la sécurité des services et une aggravation de la fracture territoriale avec la fermeture des petites lignes et des gares.

La gestion des routes est jugée injuste car reposant sur la collectivité sans contrepartie.

Pour un changement global de système, au nom de l'intérêt général et contre les « intérêts capitalistes »

La liste Lutte ouvrière souhaite un changement global de système, permettant « d'affirmer la capacité des travailleurs à diriger collectivement l'économie dans l'intérêt du plus grand nombre ».

Un plus grand contrôle des acteurs du secteur des transports

La liste Lutte ouvrière souhaite la suppression du secret commercial afin de permettre le contrôle des travailleurs sur « l'ensemble des décisions et sur leur application ».

Elle souhaite également l'« embauche massive et immédiate de centaines de milliers de travailleurs dans la construction et l'entretien de voies ferrées, d'infrastructure et de matériel de transports collectifs ».

Pour une mobilité accessible

La liste ouvrière propose la gratuité des transports en commun.

Elle propose également leur « développement harmonieux en fonction des besoins de la population et des générations à venir et ceci de l'échelon local à international ».

Analyse de la réponse de Les Républicains

Les réponses de la liste des Républicains sont marquées par un bon niveau technique, une bonne connaissance des textes de la précédente mandature européenne, et un véritable enthousiasme pour l'Union européenne. De nombreuses références sont faites à l'action de leurs eurodéputés sortants. De même, les réponses insistent sur l'appartenance de LR au PPE, principal parti du Parlement européen.

De nombreuses critiques sont adressées directement à l'action de la République en Marche et du Président de la République pour la politique nationale, et au Rassemblement national et à Marine Le Pen pour la politique européenne.

Si les réponses proposent de nombreuses orientations politiques, elles souffrent d'un manque de propositions précises. Les deux principales orientations sont la valorisation et la défense des acteurs économiques, et pour une Europe des « projets » et du « concret » contre la « Commission des normes » et la « naïveté européenne ».

Pour une Europe « des projets » et du « concret »

Un « Plan européen pour les nouvelles mobilités »

Pour la liste LR, l'« Europe des projets » passe par l'investissement dans des programmes stratégiques, tels que les véhicules électrique et hydrogène. Un Plan européen des nouvelles mobilités permettrait d'investir dans des infrastructures de transport adaptées aux besoins nouveaux et futurs, et de mettre en place les conditions physiques des mobilités décarbonées.

De manière générale, la liste LR soutient une « écologie pragmatique », réconciliant écologie et économie. La transition écologique est perçue comme une source de croissance.

Pour des grands projets et des investissements en infrastructures

La liste LR est favorable à la logique des corridors du RTE-T et ne propose pas d'évolution du MIE. Elle soutient les projets du Canal Seine-Nord-Europe et de la liaison ferroviaire Lyon-Turin. Pour plus d'efficacité, elle souhaite que la gestion de ces projets d'échelle européenne soit confiée directement à la Commission européenne.

La liste LR tient un discours favorable au report modal, encouragé essentiellement par une politique d'offre d'infrastructures. Elle rappelle à cette occasion l'efficacité du Plan Juncker. Ces infrastructures pourraient être contenues dans des « axes logistiques stratégiques ». La liste LR souhaite une résistance européenne aux tentations des nouvelles routes de la soie, et elle dénonce les forts investissements chinois dans les infrastructures d'Europe du Sud et de l'Est.

Pour une « Stratégie européenne de l'intelligence artificielle »

Avec cette stratégie, la liste LR propose d'investir massivement dans l'innovation et la recherche par des appels à projets européens public/privé dans les secteurs de l'intelligence artificielle, du big data, du véhicule autonome. La liste LR est favorable à ce dernier pour des raisons de sécurité routière. Cette

stratégie est contextualisée dans la concurrence chinoise et américaine qui mettrait en danger l'indépendance de l'Europe.

La liste LR croit en « la liberté économique » et défend un accompagnement public des choix d'investissement privés. Les fonds publics ne doivent être orientés que vers des « priorités stratégiques ».

La liste LR est favorable à une stricte régulation des données et se positionne contre l'open data. Elle souhaite une « taxe d'égalisation des géants extra-européens du numérique ».

Une forte prédominance de l'économie

Un Plan « Made in Europe 2025 » : une refonte de la politique de concurrence...

La politique de la concurrence est perçue comme « inadaptée aux défis industriels du XXIème siècle » et empêchant la constitution de « véritables champions européens compétitifs ». Pour cela, la liste LR propose des « secteurs stratégiques dérogatoires des règles de la concurrence européenne » comme le véhicule électrique, hydrogène, le numérique, l'intelligence artificielle, la cyber-sécurité, l'aéronautique, le spatial.

Dans le cadre de la politique intérieure, la liste LR est favorable au Paquet mobilité qui limite les distorsions « trop flagrantes » entre transporteurs de l'Est et de l'Ouest de l'Europe. En parallèle, elle propose une « vraie révision des règles sur le détachement » et se prononce en faveur de davantage de convergence sociale sur les cotisations sociales et la sécurité sociale.

... et un durcissement de la politique commerciale

La liste LR souhaite le renforcement de la politique commerciale. Celle-ci laisserait trop d'accès au marché intérieur aux « champions extra-européens », sans stricte réciprocité dans l'accès aux marchés étrangers. Elle souhaite ainsi établir une « préférence européenne et française » et réserver « 50% des marchés publics aux PME locales et familiales ».

La liste LR propose un « mécanisme de filtrage des investissements étrangers » et un renforcement de la surveillance et des outils de contrôle européens.

De même, la liste LR propose une « barrière écologique », soit des droits de douane sur les produits importés depuis des pays aux normes environnementales et sociales inférieures à celles de l'Union.

Une position riche sur le Brexit

La réponse de la liste LR sur le Brexit est bien développée. Un soutien est affiché à l'action et à l'accord trouvé par Michel Barnier. La réponse insiste sur la « prise de conscience sur la dangerosité d'une sortie de l'Union » et affirme veiller à la préservation des intérêts français.

Analyse de la réponse du Parti communiste français

Les réponses au questionnaire proposées par la liste du Parti Communiste Français sont parsemées de nombreuses propositions, parfois imprécises ou relevant de l'affichage politique. L'ensemble du texte est cependant structuré par des principes cohérents et clairement développés.

La liste défend une politique d'investissement massifs, un contrôle direct et fort de l'activité économique et se positionne contre les politiques libérales en général. Elle fait un choix net en faveur du ferroviaire, contre l'aérien.

Pour une réforme et un approfondissement de plusieurs politiques européennes

Pour une « rupture avec les politiques européennes de libéralisation »

La liste du Parti Communiste Français propose de revoir plusieurs principes de fonctionnement de l'Union européenne. Premièrement, elle se déclare en faveur de l'imposition de normes strictes plutôt que des mécanismes de marché, et pour le renforcement du contrôle de ces normes, associées à des sanctions, en particulier pour les normes d'émission des véhicules. Elle se prononce notamment contre le marché carbone européen.

La liste du Parti Communiste Français souhaite revenir sur la politique de concurrence. Elle se positionne contre le Quatrième paquet ferroviaire. Elle souhaite faire émerger des acteurs publics via des aides d'Etat. La liste se déclare favorable à des soutiens communautaires et nationaux à des coopérations dans le secteur de l'industrie ferroviaire.

La liste du Parti Communiste Français est favorable à des mesures protectionnistes « par exemple contre les industries étrangères polluantes » et mentionne une « clause de production de proximité » dans la commande publique comme levier de soutien à l'industrie. Elle entend cependant lutter contre les « effets d'aubaines » liés à des pratiques de soutien à l'économie. Pour cela, elle s'oppose au programme Shift2Rail et au soutien direct à l'industrie automobile.

La liste du Parti Communiste Français préconise des « choix technologiques volontaristes et radicaux ». Elle soutient le choix de la 5G et est contre la révision de la Convention de Vienne, préférant une régulation directe du véhicule autonome par l'autorité publique. De même, le développement du train autonome doit faire l'objet d'une évaluation avant de décider d'un éventuel soutien public. Sur les données, la liste du Parti Communiste Français demande un règlement et des sanctions pour « éviter la captation des données par les opérateurs et leur marchandisation ».

La liste se prononce pour des pratiques de législation plus transparentes et dénonce les « manœuvres de blocages, obstructions et autres procédures visant à constamment reporter le vote » sur les textes polémiques. Ils souhaitent également un contrôle encore accru des lobbys.

Lutte contre le « dumping social »

La liste du Parti Communiste Français souhaite une « harmonisation par le haut des droits des travailleurs ». Sur le Paquet mobilité, elle soutient les accords sur les conditions de travail et sur le cabotage, mais s'oppose à l'accord sur le détachement « qui organise et favorise le dumping social ».

Elle souhaite « l'imposition de normes strictes » et un renforcement des contrôles « à la fois sur la route et au niveau de l'entreprise », associés à des sanctions.

Toujours sur un principe de refus du dumping social et de la concurrence, elle se déclare contre le Ciel unique européen.

Une prise en compte encore accrue de l'enjeu environnemental

La liste du Parti Communiste Français se déclare solidaire des Accords de Paris et précise que « même un objectif de 55% [de réduction des émissions] est un peu faible ». Elle estime toutefois que les usagers contraints ne doivent pas être ceux qui doivent financer la transition. Elle privilégie un système normes-sanctions.

Concernant l'Eurovignette, elle soutient le compromis actuel, en souhaitant l'imposition aux Etats-membres d'un système kilométrique plutôt que forfaitaire. La liste du Parti Communiste Français est opposée au principe pollueur-payeur, « notamment lorsque celui-ci ouvre la porte à des systèmes de revente de droits à polluer ».

Evolution pour la politique commune des transports

« Donner une place réfléchie à chaque mode »

La liste du Parti Communiste Français accorde sa préférence au mode ferroviaire, contre l'aérien et le routier. Elle propose d'interdire les vols lorsqu'il existe une liaison ferroviaire de moins de 3h30, ainsi qu'une « meilleure répartition du trafic aérien sur le territoire pour éviter les correspondances et vols multiples ».

Elle souhaite également le développement du réseau européen à grande vitesse et des trains de nuit. Elle propose une TVA à 0% pour le rail, pour le vélo et le transport public. Elle se déclare en faveur du développement du transport public, et de sa gratuité dans les zones urbaines.

Pour une stratégie logistique

Concernant la logistique, la liste du Parti Communiste Français veut doubler la part du fret et réaliser un transfert modal de la route vers le fluvial. Elle souhaite encourager les circuits courts, et développer une stratégie logistique urbaine à l'échelle européenne, en investissant dans des espaces logistiques et en favorisant les véhicules les moins polluants possibles.

Pour des investissements publics massifs et variés

Investissement dans les infrastructures

La liste du Parti Communiste Français souhaite « investir massivement et en privilégiant les structures les plus utiles écologiquement et socialement ». Elle propose un plan d'investissement porté par le Fonds écologique et social de la BCE pour les infrastructures ferroviaires, maritimes et fluviales. Elle est favorable à un fonds d'urgence dans le cadre de l'adaptation au Brexit, qui doit inclure les ports bretons.

La liste est également en faveur du financement de l'entretien et du réseau secondaire, y compris par le MIE.

Investissement dans la recherche

Les réponses au questionnaire insistent sur la nécessité d'investir dans la recherche, notamment dans le cadre du développement de technologies de transport routier non polluant. L'accent est mis sur le développement de l'hydrogène. La liste souhaite que le PCRI puisse financer des projets liés aux transports.

Opposition au double usage civil/militaire

La liste du Parti Communiste Français s'oppose au financement des usages militaires, pour le volet « mobilité militaire » du MIE comme pour l'aéronautique et le spatial dans le cadre de la coopération européenne dans ce domaine.

Analyse de la réponse du Rassemblement national

Les réponses de la liste du Rassemblement National sont marquées par un fort prisme économique et la critique récurrente des pratiques de dumping social des pays de l'Est. De nombreuses positions ne sont cependant pas accompagnées de propositions détaillées. La répartition des compétences n'est pas toujours prise en compte.

Une partie importante des réponses sont consacrées à la logistique, et tout particulièrement au transport routier de marchandises et à la question de la concurrence intra-européenne. La liste RN soutient le principe de la liberté locale - notamment pour l'application des réglementations écologiques - et de la libre concurrence économique.

Pour une stricte application des règles de la concurrence et une politique industrielle

Pour une « concurrence loyale » sur le marché intérieur

Les réponses au questionnaire ne reviennent pas sur le principe du marché unique mais accordent une place importante à la question de la « loyauté » de la concurrence au sein de l'Union, notamment via le renforcement des contrôles.

La convergence sociale n'est pas jugée comme un horizon réaliste et les Etats doivent retrouver de l'autonomie pour gérer leurs marchés nationaux. Sur le volet social du Paquet mobilité, la liste du Rassemblement National estime que les mesures « ne vont pas assez loin et ne sont pas assez contraignantes pour être réellement efficaces dans le contexte concurrentiel actuel ». Il souhaiterait que les chauffeurs détachés puissent bénéficier des conditions salariales et sociales du pays d'accueil dès le premier jour de détachement. Les « plateformes digitales d'intermédiation (...) qui créent une nouvelle concurrence déloyale au détriment des entreprises françaises » doivent être régulées.

Les RTE-T correspondent aux besoins d'aménagement européens, mais ils doivent évoluer en faveur d'un plus grand maillage et s'accompagner d'une régulation des acteurs qui les empruntent. L'infrastructure routière doit par exemple être financée par les transporteurs étrangers qui l'utilisent. Le projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin doit être conditionné à la mise en place d'outils de contrôle du respect de la législation sur le transport routier de marchandises.

De manière générale, les fonds de financement doivent être conditionnés par « le financement d'outils de contrôle et d'application des dispositifs prévus par les nouvelles règles définies par le Paquet mobilité dans le cadre de la lutte contre la concurrence déloyale et la fraude sociale dans le transport européen ».

Avec le Brexit, un « Paquet aérien » doit être envisagé pour réguler l'accès au marché et empêcher toute concurrence déloyale.

A l'international : protectionnisme industriel et commercial

La liste du Rassemblement National se déclare en faveur d'un soutien à l'industrie européenne « compétitive à l'échelle internationale ». Pour cela, il dresse plusieurs axes :

- Favoriser l'émergence d'industries européenne (« Airbus de la batterie ») et encourager les regroupements qui diversifient les entreprises ;

- Favoriser la coopération entre industries européennes, et les favoriser dans les marchés publics ;
- « Instaurer des barrières concurrentielles » et redéfinir les accords de libre-échange, ou instaurer des quotas d'importation.

Au côté d'un protectionnisme européen à l'importation, la liste du Rassemblement national propose de réserver les marchés publics aux entreprises européennes, un soutien direct aux industries automobiles dans leur transition, et ce afin de conserver les emplois et de préserver leur « ancrage commercial ».

La liste du RN voudrait créer une « place forte logistique européenne » en s'appuyant sur une stratégie logistique « axée sur les grands projets logistiques extra-européens comme, notamment, les nouvelles routes de la soie ». La stratégie logistique doit aussi inclure le « dernier kilomètre » urbain et permettre d'inclure les coûts de la transition écologique.

La liste du Rassemblement National se positionne contre l'*open data*.

Liberté locale et libre concurrence économique

Refus des mesures coercitives au nom de la liberté locale

Les propositions faites par la liste du Rassemblement National se caractérisent par le refus des mesures coercitives et par la volonté de préserver la prise de décision locale, par exemple en ce qui concerne les objectifs fixés par l'Accord de Paris. Elle met en avant les différences de niveau de développement technologique en Europe pour justifier une adaptation des objectifs par pays. Pour la lutte contre le changement climatique, le RN privilégie les mesures incitatives en faveur d'un changement des comportements.

La liste du Rassemblement National souhaite impliquer les acteurs politiques locaux dans les décisions de financement. Le RN se positionne contre la directive Eurovignette.

Concernant l'entretien des infrastructures, il indique que l'Union européenne doit pouvoir intervenir « seulement si un Etat membre lui demande » pour palier à des carences.

Concernant la réglementation des ventes de véhicules thermiques, la liste met en garde contre la « fragilisation du tissu économique ».

Les seuils de l'OMS sur les concentrations atmosphériques de particules fines doivent être « envisagés dans la mesure du raisonnable ».

Enfin, la coordination entre les agences nationales de sécurité routière doit être renforcée, mais la création d'une agence routière européenne n'est pas jugée nécessaire.

« Laisser-faire » modal et neutralité technologique pour la décarbonation

La liste du Rassemblement national prône un « laisser-faire » modal et une neutralité technologique. Il acte l'échec de la politique de report modal et lui préfère des solutions technologiques d'amélioration des performances du transport routier notamment.

Pour la liste du Rassemblement national, la différence de coût des modes provient de la différence des coûts des infrastructures, et précise que l'entretien et la maintenance de l'infrastructure « sont des

« garde-fous » sur lesquels l'Union européenne doit veiller en permanence et sans-limite ». Il estime que « les États membres doivent parvenir à rendre leur filière transport suffisamment compétitive afin qu'elle devienne auto-suffisante en matière de fonds d'amortissement et de financement de l'infrastructure ».

Pour la liste du Rassemblement national, une politique industrielle et d'innovation européenne n'est pas adaptée à tous les domaines des transports, où la concurrence interne doit aussi pouvoir jouer. De même, un soutien « en faveur de la batterie uniquement irait à l'encontre de la neutralité technologique » et doit donc concerner « l'ensemble des solutions alternatives existantes ». En outre, la lutte contre la pollution doit se faire par analyse du cycle de vie du véhicule. Le choix entre wifi et 5G pour le véhicule autonome est également refusé.

Pour une politique de l'offre, notamment énergétique

Pour réaliser la transition écologique, la liste du Rassemblement National privilégie une politique de l'offre afin que « le coût pour l'utilisateur reste rationnel et attractif du fait de l'absorption du coût de l'infrastructure ».

Ainsi, la liste est en faveur du déploiement des énergies alternatives le long du RTE-T dans le cadre du MIE. L'accessibilité à « l'offre énergétique » revient régulièrement dans les réponses. La diffusion des véhicules décarbonés se fera essentiellement par l'accessibilité des bornes de recharge. Ainsi, la promotion des nouvelles motorisations doit se faire par une politique de l'offre.

Analyse de la réponse de Renaissance

La liste Renaissance propose des réponses structurées à l'ensemble des questions posées et étaye systématiquement ses propositions. L'action du Gouvernement français - et notamment de la ministre en charge des transports - est régulièrement citée. Plusieurs propositions et prises de positions ne relèvent d'ailleurs pas de l'échelle européenne mais de politique nationale.

Les propositions de la liste sont largement axées sur des questions de compétitivité de l'économie (politique industrielle, politique commerciale), ainsi que sur le renforcement des infrastructures existantes (mobilité du quotidien, entretien).

Redéfinir les priorités d'investissements de l'Union européenne

Pour la « mobilité du quotidien » et l'entretien des réseaux

La liste Renaissance propose de réorienter les investissements d'infrastructures et les instruments financiers de l'UE en général. Elle souhaite que le MIE continue de financer les projets du RTE-T et s'étende aux « grands projets de la mobilité du quotidien », et que les fonds de cohésion aillent aux transports du quotidien. Cela inclut par exemple le financement des transports en commun, la création de parcs de rabattement en entrée d'agglomération et de voies réservées aux transports en commun et au covoiturage.

Les investissements ferroviaires doivent se concentrer sur l'entretien et la modernisation du réseau, notamment pour le fret. Le MIE devrait pouvoir être mobilisé pour la rénovation des infrastructures lourdes du RTE-T. Une stratégie européenne pour les nœuds urbains doit être mise en place.

La liste Renaissance soutient les « grands projets » du réseau européen, le canal Seine-Nord-Europe et la liaison ferroviaire Lyon-Turin, et souhaite que les financements du MIE qui ne pourront pas être utilisés d'ici à 2020 soient reconduits. Elle soutient également le financement des projets du RTE-T en Europe de l'Est notamment.

Transition écologique : solutions technologiques et changement de comportement

La liste Renaissance soutient l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, et acte l'échec de la stratégie de report modal. Elle se prononce pour des solutions technologiques pour baisser la pollution et pour des mesures d'encouragement aux changements de comportements. Elle note en particulier que le routier « reste et restera le mode le plus pertinent pour les transports à une échelle régionale ».

Concernant les véhicules, les émissions doivent être calculées non plus sur les émissions kilométriques mais sur l'ensemble du cycle de vie, en incluant les émissions liées à la fabrication de la batterie. Une « prime à la casse » pour les véhicules anciens financée par une augmentation de la taxe sur le gazole professionnel doit être mise en place. La recherche sur la transformation des véhicules existants doit être favorisée, et l'amélioration des motorisations doit être encouragée notamment par la réglementation sur les émissions. La Commission devra « gérer avec mesure » les difficultés posées aux constructeurs.

La liste Renaissance souhaite une révision de la directive Eurovignette pour un dispositif beaucoup plus souple en matière de format (tarification à la durée ou à la distance) et d'assiette (poids lourds, véhicules utilitaires légers, voitures), accompagnée d'une baisse des taxes sur les véhicules.

La liste se prononce également en faveur « d'un seuil » journalier de concentration de particules fines. Enfin, l'utilisation des biocarburants dans l'aérien doit faire l'objet d'une stratégie européenne.

Des politiques européennes à réformer

« Dépasser la logique de concurrence sur le marché intérieur »

La liste Renaissance adopte une posture protectionniste. Elle entend en effet « dépasser la logique actuelle du respect de la concurrence sur le marché intérieur pour protéger et favoriser le développement des entreprises européennes » et la mise en place d'une stratégie industrielle européenne. Ils souhaitent ainsi « examiner la possibilité » d'un droit de recours du Conseil sur les décisions de la Commission.

Cette stratégie concerne notamment le véhicule électrique. L'Europe doit favoriser le développement d'une industrie du véhicule électrique et d'une « filière d'excellence » pour la batterie. La liste propose de mettre en place un dispositif d'aide à l'achat du véhicule électrique, de déployer les infrastructures de l'électromobilité, et de diffuser une campagne d'information sur les nouvelles motorisations. La directive batterie de 2006 doit aussi être revue.

Pour le véhicule autonome, la liste Renaissance est en faveur du déploiement de la 5G. L'Union européenne doit aussi favoriser la multiplication des expérimentations et élaborer des normes communes. Il faut encourager les constructeurs à mettre en commun leurs données, même si l'*open data* « doit se faire dans le respect du secret industriel et commercial ». La convention de Vienne doit être révisée, notamment sur le régime de responsabilité.

La liste Renaissance souhaite poursuivre le soutien à l'industrie spatiale et réorganiser la filière de l'armement naval. Elle est en faveur d'une stratégie logistique européenne.

De nouveaux outils

Les réponses de la liste Renaissance au questionnaire font figurer plusieurs propositions pour améliorer la gouvernance européenne. La liste se prononce en faveur de la législation par Paquets, mais souhaite une évaluation des Paquets précédemment publiés. Elle place l'évaluation en bonne place dans les priorités de la prochaine législature.

Elle souhaite également le développement d'un « indice de connectivité » européen pour mesurer les performances de mobilité et identifier des zones prioritaires, dans une logique de convergence des critères de qualité.

La liste Renaissance est également favorable à une Agence européenne de la sécurité routière, qui aurait un rôle de coordination entre les agences nationales et de conseil sur demande d'un Etat membre.

Elle souhaite aussi encourager la mise en place de sociétés de projets pour le financement des grandes infrastructures.

« Préférence européenne »

La liste Renaissance souhaite l'application d'une « préférence européenne » pour les marchés européens et les industries stratégiques. Un « mécanisme de réciprocité » pour les marchés publics avec les pays tiers doit être mis en place.

Elle propose un protectionnisme basé sur « nos intérêts stratégiques et nos valeurs essentielles », ce qui recouvre les normes environnementales, la protection des données et le paiement de l'impôt. L'Accord de Paris devra devenir une clause des accords de libre-échange.

La liste Renaissance est favorable au filtrage des investissements étrangers en Europe, et souhaite développer des outils contre « la prise de position des pays tiers dans l'industrie du traitement des données ».

Protection des travailleurs et des usagers

La liste Renaissance se déclare en faveur de l'accord trouvé en Conseil des Ministres sur le volet social du paquet mobilité.

Elle souhaite également l'adoption d'un paquet aérien, qui doit notamment renforcer le droit des passagers, et éviter le risque de dumping social posé par le Brexit en interdisant les formes d'emplois atypiques et en « coordonnant les régimes de sécurité sociale ».

L'Union européenne doit également assurer la formation ou la reconversion des travailleurs de l'industrie automobile à l'aune des transitions en cours dans le secteur.



Die
THINK TANK